• **Fevrier 2022 • Numéro 192** •

**Présidentielle : la Gauche au 2e tour ? Dur, dur mais pas tout à fait impossible**

**Edito : Présidentielle : la Gauche au 2e tour ? Dur, dur mais pas tout à fait impossible Mélenchon, parce que**

*Par* ***Jean-Luc Gonneau***

*Campagnes électorales ou pas, nous accueillons dans nos colonnes ou reprenons toutes les nuances de ce qu’on appelle la gauche. Il est donc rare que tous nos adhérents et/ou contributeurs réguliers soutiennent, lors d’une échéance électorale, le même parti ou la même candidature. C’est pourquoi la Gauche Cactus, en tante que (modeste) institution, ne se prononce pas. Ce qui n’empêche pas chacun.e d’exprimer les raisons de son choix, ce que je vais faire, à titre, j’insiste, personnel.*

*L’élection présidentielle se présente mal pour la gauche. La multiplicité des candidatures suscite la risée de la droite, plus ou moins extrême, mais ça, on a l’habitude, une incompréhension de moult électeurs de gauche, et ne donne guère envie à la large partie de nos concitoyens qui se détache des enjeux politiques et se réfugie dans l’abstention. Sept candidatures de gauche, ça fait beaucoup, surtout à un moment où elle n’est pas en grande forme. Pourquoi ? Question de « visibilité » pour certains, pour lesquels l’élection présidentielle est le seul moment où ils peuvent exprimer leurs convictions, du fait de leur absence au Parlement et à leur faible nombre de militants, fussent-ils actifs, limitant leur implantation locale. C’est le cas des frères (souvent ennemis), de LO et du NPA. Sans nier les qualités de leurs candidats, Nathalie Arthaud et Philippe Poutou, et saluant notamment la performance de LO de franchir à tous les coups, et les doigts dans le nez, la barrière des 500 signatures d’élus nécessaire pour valider une candidature, que bien des candidats nettement plus notoires peinent à franchir. Il n’empêche : à aucun moment Arthaud ou Poutou n’envisagent de passer le premier tour.*

*Question d’identité pour le PCF, autrefois puissant sur la scène politique française, dont l’histoire s’inscrit dans l’Histoire nationale dans plusieurs épisodes glorieux pour la gauche (soutien aux avancées sociales du Front populaire, actions dans la résistance lors de la seconde guerre mondiale, forte présence dans les mesures sociales à la Libération…). Faire vivre cette histoire, freiner un lent déclin électoral, constituent des motifs puissants pour la candidature de Fabien Roussel, qui réalise de plus une bonne campagne et disse d’un programme charpenté (en bonne partie issu de celui de Mélenchon en 2017, concocté entre FI et PCF). Il n’empêche : à aucun moment Roussel n’envisage de passer le premier tour.*

*Question d’identité aussi pour le PS. Anne Hidalgo a elle aussi bien des qualités et le courage de reprendre un flambeau bien vacillant après la Bérézina que fut pour le PS le quinquennat de François Hollande, affaibli par la fuite vers la macronie de nombre de ses cadres et le départ de nombreux adhérents découragés. Parti ultra-dominant de la gauche depuis un peu plus de quarante ans, représentant influent du courant social-démocrate européen, parti «attrape-tout», ce qui fut sa force puis sa faiblesse au fur et à mesure que son «social-démocratisme» virait au social-libéralisme des Strauss-Kahn ou Moscovici, enfantant finalement logiquement Emmanuel Macron, qui n’eut aucune peine à oublier le social (le mot et la chose). Pente difficile à remonter, qui handicape un programme qui ne présente guère de vision d’avenir claire. Anne Hidalgo a peut-être espéré un moment, via un jeu d’alliances, rassembler autour d’elle, disposant de l’appui d’un réseau d’élus encore important à défaut d’être enthousiastes, mais se faiblesse dans les sondages (qui peuvent se tromper, certes, mais pas à ce point). Il n’empêche : Anne Hidalgo ne peut plus envisager de passer le premier tour.*

*Question d’affirmation pour EELV. Après des élections locales réussies, leur permettant de conquérir plusieurs mairies de très grandes villes, leur permettant aussi de montrer à cette occasion une certaine capacité à rassembler, à géométrie variable, d’autres partis de gauche, l’élection présidentielle a toutes les apparences d’une douche froide. Yannick Jadot répondait voici quelques semaines à un journaliste qui lui demandait comment il voyait son avenir : «Dans quelques mois, je serai à l’Elysée». Fier comme bar-tabac, eut dit Coluche. A cette heure, selon les sondages (mais qui peuvent…), il bataille avec Fabien Roussel aux environs de 5%. S’il est exact que les idées écologiques ont progressé dans l’opinion, notamment des citadins, elles ne sont pas suffisantes pour répondre à des préoccupations plus triviales des électeurs (pouvoir d’achat, emploi, éducation, services publics, santé, logement) peu mises en lumière dans la campagne de Jadot, qui paye aussi une notoriété encore faible. En l’état actuel des choses, Yannick Jadot n’est pas en position de passer le premier tour.*

*Un petit groupe a lancé une initiative a priori louable de « primaire populaire » qui s’avéra pour le moins baroque dans ses modalités puisqu’il s’agissait de proposer une candidature d’union de toute la gauche, mais dont les candidats «sélectionnés» excluaient Fabien Roussel, Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, et incluaient des candidats qui refusaient d’y participer (Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon et in extremis Anne Hidalgo). Résultat : pas de candidat unique, mais une candidate de plus, Christiane Taubira, femme au demeurant de grande culture, espèce rare dans notre personnel politique. Ce petit groupe voulait peut-être bien faire, l’instar de Chat-Mou, un personnage de l’un des romans du grand écrivain anglais P.G. Wodehouse, prince de l’humour british, qui écrivait : « On croise souvent, dans les rues de Londres, des individus qui errent, hagards. Ce sont des victimes d’une initiative de Chat-Mou, qui voulait bien faire». Peut-être en rencontre-t-on dans les rues de nos villes, participants de la «primaire populaire» qui laissent la malheureuse Christiane Taubira avec un programme qui tient en un recto-verso et aura bien du mal à recueillir les signatures nécessaires après le lâchage du PRG, seul parti qui la soutenait, et donc d’une bonne partie de ses environ 300 élus.*

*Reste Jean-Luc Mélenchon, qui a résolu depuis longtemps le problème de la notoriété (y compris les mauvais côtés qu’elle implique, impulsif, colérique parfois, un brin sectaire à l’occasion, pas très enclin au compromis…), dispose d’un programme solide et très complet, prenant en compte aussi bien les questions institutionnelles que les problèmes du quotidien, de militants actifs et dévoués qui tentent de compenser la faiblesse de son réseau d’élus locaux loin du PS, du PCF voire d’EELV, d’une bonne maîtrise des réseaux sociaux, qui jouent un rôle de plus en plus important dans une campagne, d’un talent d’orateur unanimement reconnu, même par ses ennemis, et surtout, aujourd’hui, d’une avance confortable sur ses concurrents de gauche dans les sondages (mais qui peuvent…) susceptible de faire pencher en sa faveur un réflexe de « vote utile » d’une partie des électeurs fidèles à la gauche. Cela peut-il suffire pour accéder au deuxième tour de l’élection ? Pas sûr, mais pas tout à fait impossible : les divisions de la droite plus ou moins extrême placeraient aujourd’hui (mais les sondages…) cette accession aux alentours de 16% des suffrages. Mélenchon, en hausse (mais les sondages…) en est à 11. Quelques ralliements, et on y est presque.*

*Autre paire de manche serait de gagner la finale. On ne sait jamais : bizarrement, nos sondeurs, pour le moment, ne mesurent pas un second tour entre Macron et un candidat de gauche. Un tel candidat, Mélenchon ou un.e autre, ne partirait certes pas favori, mais cette présence pourrait redonner espoir, et notamment lors des élections législatives. Alors là, il ne faudra pas mégoter, camarades, d’abord soutenir collectivement la réélection des députés sortants de tout ce petit monde. Ce ne devrait pas, sur le papier, être trop difficile, ils ne sont pas très nombreux. Ensuite, se répartir les candidatures, on l’espère unitaires, sur les autres circonscriptions. Là, plus compliqué, car les appétits partidaires sont féroces. C’est qu’ils sont gourmands ces petits, y compris EElV en dépit de ses beaux discours sur la sobriété. Ainsi vit-on la gauche perdre une grosse vingtaine de circonscriptions promises à FI ou au PCF, pourtant unis pour la présidentielle, par le maintien d’une double candidature au second tour. Bref, des moments chauds à venir ? Ce serait le sel de la vie*

**Au sommaire de ce numéro**

**Blanquer : un ministre symbolique** Quand**Yann Fiévet** fait le bilan d’une action publique, il est sévère, équitable et juste. Si ce bilan est calamiteux, il le dit, et avec d’autant plus d’aplomb qu’il est lui-même enseignant

**Violences contre les femmes : Darmanin ment** «Aujourd'hui, les femmes psychologiquement ou physiquement atteintes par leur compagnon déposent plainte systématiquement, systématiquement il y a désormais des gardes à vue, systématiquement il y a des poursuites judiciaires»(Gérard Darmanin). **Fatima Benomar**, militante féministe, nous prouve qu’il ment

**Le secret de la réussite d’Olivier Véran** A part son maître Macron et son disciple préféré, Attal, Olivier Véran n’a pas d’égal pour brasser du vent dans ses discours. Au fil d’une longue enquêtesur le net **Benoist Magnat** a découvert sur le net les origines d’un tel talent

**Monsieur et Madame Bobo chez les ploucs** Avec son humour habituel, qui renforce le sérieux du propos

**Patrice Perron** (qui nous prie de préciser qu’il vit bien à Guidel, Morbihan) nous conte l’envahissement par les bobos urbains des contrées bretonnes suite au Covid. Pas triste, mais inquiétant, ce «petit remplacement».

**Ne pas laisser nos ainés dans la main invisible du marché**Si le scandale ORPEA a mis en lumière les graves carences de la prise en charge de nos aînés, déjà dénoncées auparavant sans que cela changeât quoique ce soit, ce n’est que la partie apparente d’une incurie dont les pouvoirs publics sont responsables, voire complices. Dans sa lettre sur le net, que nous reprenons ici, **Patrick Le Hyaric** en démonte le mécanisme et ouvre des pistes pour en sortir

**L’humeur de José Barros : Croissance à 7% ! Des murs pour l’Europe ? José Barros** est un artiste de la fausse naîveté ? Cette fois, il se félicite de la croissance de 7% l’an dernier claironnée par le gouvernement et fait mine de s’e\*étonner qu’on oublie la perte de7,9% l’année précédente, et puis se réjouit des projets de murs entourant l’Europe zncensés pat un candidat à la présidentielle, car ils donneraient beaucoup de travail à ses compatriotes portugais. !

**L’universalité concrète de la laïcité** La notion de laîcité a suscité bien des débats au sein de la gauche,

Il nous a paru utile de repondre ici une contribution de **Pierre Hayat**, professeur agrégé et docteur en philosophie, paru récemment chez nos amis de Respublica, qui nous propose une approche apaisée sur la question

**Le Meilleur des iMondes** Sixème épisode du feuilleton de **Jacques-Robert Simon,** notre scientifique de service, où son «héros» frappadingue Donald Bokanovski découvre la psychanalyse, façon Mel Brooks ou Marx brothers.

**Et bien sur des dessins, photos ou montages glanés sur le net par, Yatahonga, et Benoist Magnat**

**Blanquer : un ministre symbolique**

*Par* ***Yann Fiévet***

A trois mois du scrutin présidentiel, le plus fidèle lieutenant de Jupiter s’est lamentablement pris les pieds dans le tapis. Cela s’est passé à Ibiza la veille de la rentrée des classes. On reconnait d’emblée ici Jean-Michel Blanquer soi-même, ministre de l’Education dite Nationale, dont la bonne étoile semblait pâlir de jour en jour depuis un bon moment. En faisant connaître depuis les Baléares aux très nombreux professeurs de France, le dernier jour des vacances de Noël, dans les colonnes d’un journal privé, un nouveau protocole sanitaire devant prendre effet dès le lendemain dans tous les établissements scolaires, le ministre que l’on continue de croire intangible a commis un inquiétant faux pas. Comme à son habitude il ne semble pas en avoir été troublé. Il s’est borné à dire qu’il comprenait que le choix d’Ibiza avait une symbolique forte dans les circonstances actuelles. Le trouble est ailleurs. Et, c’est peu dire qu’il est de taille. Auprès de la « communauté enseignante » d’abord, des parents d’élèves ensuite, de tous ceux pour qui l’Ecole est essentielle à l’avenir du pays enfin. Le problème dépasse donc de très loin la personne du ministre susnommé. De fait, ce dernier ne croit pas si bien dire : il est indubitablement symbolique du macronisme qui s’échine à détruire à petit feu le « bien commun » depuis cinq ans.

Il restera dans la mémoire collective que Jean-Michel Blanquer aura été le ministre de l’Education Nationale à la plus longue longévité de toute l’histoire de la cinquième République. Il aura tenu tout le long du quinquennat d’Emmanuel Macron malgré toutes ses approximations, son incapacité criante à réformer efficacement l’Ecole, la détestation grandissante qu’il a suscité au sein de l’institution scolaire. Disons-le tout net : ce ministre fut incompétent. Encore faut-il dire en quoi il le fut. Le florilège serait trop long à dresser, nous nous arrêterons donc aux traits les plus saillants du fiasco. L’incompétence du ministre est de trois ordres : d’abord du côté des réformes mises en oeuvre, notamment au lycée ; ensuite du côté du mépris affiché à l’encontre des enseignants ; enfin du côté de l’incapacité – ou du manque de volonté à prendre sérieusement en compte les enjeux de l’éducation d’aujourd’hui. Sur tous ces aspects on retrouve la similitude avec la manière de gouverner du Président de la République. Citons-en pêle-mêle quelques exemples. La réforme du baccalauréat et l’éclatement des filières y conduisant auxquelles il a été substitué un fatras d’options et de  spécialités ont plongé les élèves dans une situation de stress permanent fort peu propice à l’étude. L’usine à gaz nommée Parcoursup, dont toutes celles et ceux qui l’ont pratiqué ont compris que c’est un outil de consolidation des injustices sociales et scolaires, aggrave dramatiquement l’angoisse des élèves au moment de choisir leur décisive orientation post-bac en raison de la durée excessive de la procédure, de l’opacité des algorithmes mis en place dans les diverses voies de formation, de la compétition généralisée entre élèves. La réforme de l’enseignement professionnel est elle-même catastrophique, réduisant notamment les heures de Français et Histoire/ Géographie à 2,5 heures par semaine en Terminale. Par ailleurs, le ministre a fort peu agi pour changer la question de l’intégration des élèves en situation de handicap, Abandonnant les enseignants et les accompagnants, ainsi que les familles et leurs enfants à des comptes d’apothicaires par lesquels on répartit les aides à la demi-heure près. Voilà pour le «cœur de métier  du ministre. C’est peu glorieux.

Il convient d’ajouter à ce bilan désastreux le mépris affiché par le ministre tout au long de « sa mission ». Il a incontestablement sous-estimé l’épuisement des personnels avant même la crise sanitaire, en particulier lors du suicide de la directrice d’école Christine Renon. Il a ouvertement accusé les grévistes qui l’alertaient sur leurs conditions de travail, «d’instrumentaliser» le suicide professionnel de cette directrice d’école. Il a soutenu une réforme des retraites qui réduisait les pensions des enseignants et envisageait de les faire travailler au-delà de 65 ans. Il a soutenu une politique de répression violente contre les lycéens qui défendaient le baccalauréat. Il a expliqué que des enfants souffraient des violences intrafamiliales et du choc psychologique durant les confinements et cependant leur a fait reprendre le chemin de l’école sans soutien psychologique, sans cellule de crise et surtout sans renforcement des services sociaux ou de santé scolaire. Il a maintes fois affirmé que l’école était le lieu le plus sûr, sans jamais relancer un service de médecine du travail digne de ce nom ni améliorer le service de santé scolaire. Il a jeté l’opprobre sur « les salles de profs gangrénées par les islamo-gauchistes » au moment où les enseignants commémoraient la mort de Samuel Paty. Il a sous-entendu que les enseignants étaient une profession absentéiste, alors qu’ils s’efforcent jour après jour de maintenir debout un service d’éducation en grande difficulté. Il a jeté le discrédit sur les organisations syndicales qui l’alertaient, tout en finançant dans le même temps, aux frais de son ministère, le syndicat lycéen «maison» qu’il avait lui-même suscité afin de renforcer la promotion de ses réformes fort critiquées. De mémoire de professeur, on n’avait jamais vécu autant de mépris émanant d’un seul «patron» de l’Ecole !

Ne nous trompons pas cependant de diagnostic. En filigrane des approximations, des maladresses et du mépris affiché par ce calamiteux ministre on décèle clairement une vision néolibérale de l’intégration de l’Ecole dans l’économie dominante faite de compétition exacerbée entre les individus. Une Ecole élitiste se met en place dans laquelle les élèves des milieux sociaux favorisés sont à leur aise quand les autres, tous les autres, ne disposent pas ou fort mal des clés de compréhension nécessaires pour évoluer sereinement vers leur avenir. Les réformes souhaitées par Emmanuel Macron pour l’enseignement supérieur ne font que confirmer ce diagnostic. Du même coup, l’on comprend pourquoi Jupiter n’a jamais envisagé, au-delà de quelques recadrages de pure forme, de remplacer son plus fidèle lieutenant.

**Violences contre les femmes : Darmanin ment**

*Par* ***Fatima Benomar***

*«Aujourd'hui, les femmes psychologiquement ou physiquement atteintes par leur compagnon déposent plainte systématiquement, systématiquement il y a désormais des gardes à vue, systématiquement il y a des poursuites judiciaires »* (Gérard Darmanin).

**En 2020, il aura fallu que les propos racistes de plusieurs policiers** soient enregistrés ou publiés sur les réseaux sociaux pour que soit égratignée l'omerta du racisme dans la police. Aujourd'hui, un message vocal vient d'illustrer le sexisme en son sein. Alors que le gouvernement tente de faire briller de milles feux artificiels le bilan de la Grande Cause Nationale, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, la voix enregistrée de ce policier conspuant une jeune femme qui vient de déposer plainte, démasque ce faux bilan.

**Nuit du 4 février 2022.** Elle a 34 ans et décide de porter plainte dans un commissariat parisien pour agression sexuelle en état d’ivresse. Comme toute femme qui vient de subir ce traumatisme, qui plus est en situation de vulnérabilité, l'ivresse, circonstance aggravante pour l'accusé, ses propos sont peut-être confus ou imprécis. Elle éprouvre de la peur ou du dégoût à l'idée de revoir son agresseur. C'est ce que devrait savoir tout fonctionnaire de police formé, 5 ans après #MeToo, abreuvé de milles débats où nos militantes ont expliqué bénévolement, du haut de notre expertise, ce qu'est le comportement d'une victime, ce que sont les préjugés qui entachent sa parole, ce qu'est une bonne prise en charge.

**Un policier lui laisse** [**un message**](https://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/ZUa6_VNxzVix0Whj2OYanDWCUZjWQ4uTr6IfILuldAf1p_ER-xNKmqticbFRIywhFAWOc5roL15RAhAPVmbaSO_l_jR9h_keXhdxJct0qw75rVIXq-L_cId_8hfahQ2Pc75os6SYc0R1F6uEMZNECZBYIEM1RbelQ7BcVOaEYmerb8IklDQA4Zchs6p8C2r3FFyQoIbT5wYwMxYn9JCynEdB4X5Jl8scsUoURLnteua9zWersbHev_hPmA) **vocal,** raccroche mal et la couvre d'insultes. Le mot «pute», insulte qui nous a été assénée à toutes au moins une fois, en réalité des milliers de fois chacune, est répété trois fois en quelques secondes chargées de haine, d'absence totale d'empathie, de misogynie, de solidarité avec l'accusé. Le policier n'est pas seul, il est entouré de collègues qui ne le reprennent pas, ne lui reprochent pas de parler ainsi d'une plaignante, ne le contredisent pas, semblent même le rejoindre. Lui, n'a pas peur de s'exprimer de cette façon en leur présence. C'est une ambiance collective qui règne et déborde de cet enregistrement.

**Il y a quelques jours,** un policier soupçonné d'avoir tué sa compagne, dont le corps a été retrouvé chez lui, a disparu dans la nature. Il était déjà connu pour violences conjugales, ce qui ne lui avait valu qu'un stage de sensibilisation. Il n'avait pas été suspendu et avait pu garder l'usage de son arme, avec une simple interdiction de la garder en dehors du travail. Consigne qu'il n'a pas respecté pendant des mois. Preuve, s'il en est, qu'au sein de la police, on ne prend toujours pas au sérieux ni la parole des femmes qui dénoncent les hommes violents, ni la dangerosité de ces hommes.

**Monsieur et Madame Bobo chez les ploucs**

*Par* ***Patrice Perron***

Souvenez-vous de l’intervention télévisée de l’ex-premier ministre Édouard Philippe, annonçant le premier confinement en mars 2020. C’était, comme par hasard, un vendredi soir : ce confinement prendrait effet le lundi soir suivant. Le message subliminal a aussitôt été parfaitement capté par les parisiens et autres urbains en déroute : vous disposez de trois jours pour vous casser à la campagne ou à la mer, dans vos résidences secondaires, vos maisons de famille ou de location, ou chez vos parents. Allez, vite ! En route !

Souvenez-vous encore de l’envahissement de certaines îles, notamment chez nous en Bretagne, à Groix et Belle-Île, par exemple puisqu’elles sont dans le Morbihan où j’habite. Les migrants urbains se sont rués dans les supérettes dès leur arrivée le samedi, en fin d’après-midi. Et le lendemain, les autochtones, les belous et autres indigènes du coin, ont trouvé place nette dans les rayons. Même plus de baguettes pour le p’tit-dèj. Ah ! L’agacement a fait rougir les joues et le bout des oreilles des habitants. Il y a eu quelques explications de textes.

Nous, avant, dans nos campagnes et sur nos plages, nous ne connaissions pas le Corona Virus. La bière Corona, oui, mais le virus, non. Et les fuyards urbains nous l’ont fait découvrir, avec ses petites antennes multicolores faisant des trous dans les poumons. Le pire, c’est qu’ils se sentaient bien chez nous, les touristes. Normal, il a fait beau pendant ce premier confinement, et en plus, ils ont redécouvert le télétravail ou travail en distanciel, comme disent les spécialistes du langage connecté. Un super argument pour ne pas rentrer s’entasser dans le métro, le train et le RER. On peut comprendre.

La surprise a été de constater qu’au deuxième confinement, ceux qui étaient rentrés, sont revenus. Mais, cette fois-ci, avec armes, bagages et … liasses de billets de banques. Ils ont vendu appartements et trop petites maisons à Paris ou ailleurs, pour s’acheter la grande maison dans la prairie pour le même prix. Le super bon plan !

C’était sans compter sur les effets pervers, et pourris, immédiats pour les autochtones et les surprises pour ne pas dire déceptions pour les urbains soudain convertis à la vie soi-disant rurale. Je dis délibérément soi-disant rurale, car ils ne se sont pas implantés en rase campagne. Ils ont plutôt ciblé la côte pour la plage, la proximité d’une ville, d’une gare et de la voie express.

Ils ont ainsi pu acquérir de bien plus belles et grandes bâtisses que leurs biens antérieurs, et fait flamber les prix dans ces secteurs au point que les jeunes du coin souhaitant construire là où ils ont grandi comme l’on dit, ne le peuvent encore moins qu’avant la pandémie. Ce phénomène existait déjà avant, bien sûr, mais pas dans cette proportion. Ce phénomène touchait d’autres régions plus au sud et certains secteurs de Bretagne, mais pas de façon généralisée, ni à ces niveaux de prix.

Mais il y a aussi quelques déceptions déjà perceptibles : il a fait moins beau lors du deuxième confinement et le temps semble avoir paru un peu long à certains qui y ont été confrontés et qui ont expérimenté une certaine forme d’isolement dans la lointaine province. En plus de l’enfermement physique, même si c’était dans le jardin, ils se sont pris en pleine figure la découverte de la distance avec les amis, et peut-être la famille, restés là-bas, dans la grande ville.

Après la liberté retrouvée, il a fallu penser à l’école, au collège et au lycée, pour ceux qui ont des enfants. Ils ont découvert l’éloignement, même si les villes n’étaient pas trop loin. Mais la fac, hein, la fac, elle est où ? A deux heures de voiture, le train, à cause des correspondances, des pannes, des grèves, on n’en parle pas. Ah ! Il va falloir louer un studio par enfant ? Plus la carte de train ? Et les petits frais aussi ? Ben oui, chez nous, la fac, habituellement, c’est en présentiel … Vous voyez, nous les ploucs, nous connaissons même ce nouveau langage. Et nos enfants étudiants pratiquent le covoiturage depuis des lustres. Avant même qu’ils y aient des parkings dédiés, installés et balisés, en des lieux stratégiques, près des accès à la quatre voies.

Déjà, à ce stade, il y en a, parmi les transfuges, qui se sont assis et qui ont perdu le sourire. On ne savait pas, nous, que c’était comme çà, ici, chez vous, les provinciaux ! Hé oui, chez nous, la voiture est indispensable, n’en déplaise aux bobos parisiens, donneurs de leçons. La taxe sur les carburants est un impôt injuste qui nous frappe durement en région, dans toutes les zones rurales. Et la TVA sur les taxes relève de l’escroquerie d’état. J’ai bien compris que je devais faire œuvre de pédagogie, et d’empathie, à l’égard de ces pauvres bobos, aujourd’hui décontenancés par la vie un peu idéalisée à la campagne. Pour les rassurer sur la vie quotidienne, il m’est arrivé de leur dire : il ne pleut pas tous les jours, vous savez. Et si vous êtes victimes d’un gros problème de santé, il y a trois CHU-CHR, à Brest, Nantes et Rennes. Au maximum 2 heures de route. Oh là là ! Chez nous, c’est à 10 minutes. Hé bien voilà, vous touchez du doigt, le problème de l’impôt, heu pardon, de la taxe sur les carburants fossiles : c’est nous ici, en région, qui payons le plus, pour tout faire : pas de toubib, pas de banques ni de DAB, pas d’école, pas de poste pour le courrier ou retirer une lettre recommandée, peu de commerces. Il faut prendre sa voiture pour tout faire. Nous, les ploucs, nous sommes confrontés à cela depuis un moment. Monsieur Bobo, saisi d’effroi, m’a répondu : je crois que nous ne tiendrons pas.

Par ailleurs, la flambée des prix des carburants fossiles ne fait qu’empirer les inquiétudes de Mr et Mme Bobo. Déjà qu’acheter une voiture et les frais inhérents à celle-ci coûtent chers, mais en plus, et de surcroît, voir augmenter à ce rythme, les injustes frais dus à la ruralité agite sérieusement le bocal de nos transfuges. Bientôt, le litre de gros rouge qui tache coûtera moins cher que le gasoil ! Et le jour tant redouté où chaque famille sera passée à la voiture électrique, il est clair que l’état ne voudra pas perdre le fric qu’il encaisse sur le pétrole. Donc le prix du carburant électrique va largement augmenter du poids des taxes et de la TVA sur ces mêmes taxes. Et comme en plus, l’électricité, qui vient d’augmenter seulement de 4% au premier février pour raison électorale, va ensuite exploser d’au moins 35 % après les élections, il est évident que pour Mr et Mme Bobo le compte n’y est plus. D’ailleurs, Maman Bobo interpelle son fils aîné : - Jonathan, ne déballe pas toutes tes affaires. – Pourquoi Maman ? - Ecoute-moi fiston, je vais craquer, je n’en peux plus, nous allons repartir. C’est trop dur ici. Personne ne nous a prévenu de la dureté de la vie à la campagne. – Maman, je suis bien moi, ici. J’ai des vrais copains. – Fiston, on plie les gaules, je n’en peux plus, je veux retrouver le métro et ses odeurs, le RER, ses pannes et ses retards, je n’en peux plus d’être ici. On se casse. On rentre à la maison. - Mais, Maman, on n’a plus de maison !

D’ici quelques années, il n’est pas impossible que nous soyons amenés à constater un phénomène de reflux des bobos, de chez nous, vers leurs terres urbaines d’origine. Mais, ici, les séquelles seront durables, car, s’il n’y a plus de demandes d’achats de maisons, le prix de l’immobilier va baisser. Et dans ce cas, les bobos propriétaires ne voudront pas revendre à perte. Il y aura donc un paquet de maisons fermées en dehors des vacances, en plus de celles qui le sont déjà aujourd’hui et depuis des années et des années. Ou alors, et simultanément, ces maisons deviendront des locations saisonnières, génératrices de troubles dans les villages : bruit, fêtes clandestines, dégradations diverses. Ce que nous avons connu pendant les confinements.

Et les jeunes du pays, des communes concernées, ne pourront pas davantage qu’aujourd’hui, vivre chez eux, en raison du prix resté élevé des terrains ou des maisons des bobos, ayant finalement fui la difficile vie rurale. Ne nous faisons pas d’illusions : les prix ne rebaisseront pas. Eux, les jeunes d’ici, devront partir en périphérie des villes, ou carrément vraiment construire à la vraie campagne, de l’autre côté de la quatre voies, pour échapper aux terribles lotissements constitués de terrains de 300 mètres carrés, au nom de l’imbécile politique de densification, comme disent les technocrates. Et ils paieront plein pot (c’est le cas de le dire !) les taxes sur les carburants, pendant toute leur vie, même si ce carburant devient électrique. Puis le prix de l’eau va fortement augmenter, puisqu’il faut des volumes astronomiques d’eau pour extraire le lithium et les autres métaux permettant la fabrication de ces foutues batteries destinées à la pseudo écologique voiture électrique …. Tout va bien dans le meilleur des mondes verts. Mais avec le rire jaune …

**Le secret de la réussite d’Olivier Véran**

*Glané sur le net par* ***Benoist Magnat***

******

**Ne pas laisser nos ainés dans la main invisible du marché.**

*Par* ***Patrick Le Hyaric.***

Quand un système économique utilise le vieillissement de la population comme source de rentabilité financière, la société atteint un insupportable niveau d'anti-humanisme. Plus, depuis la fin du monopole des pompes funèbres, se développe un business de la mort. C’est ce que révèle le livre de Faouzi Bensebaa et Fabien Eymas publié cette semaine, Le business de la mort - les acteurs du trépas en France. Un nouveau cap écoeurant est franchi. Il montre à quel point le capitalisme fait ventre de tout. De la naissance à la mort, la vie de chaque être humain n’est qu’une « valeur d’échange » pour ces rapaces assoiffés d’accumulation du capital.

Ainsi, le capitalisme veut réduire la vie humaine, la nature à l’état de ressources à exploiter toujours plus : l’alimentation, la santé, le sport, la culture, le travail, l’eau, les transports, l’éducation, les villes et les campagnes ne sont plus des biens communs, mais des sources de profits exploitées par quelques firmes privées au détriment de l’intérêt général et de l’immense majorité.

**Profits et pandémie**

Même la pandémie leur permet d’augmenter leurs profits. Ainsi, le rapport d’Oxfam confirme que les dix personnes les plus riches du monde ont doublé leur fortune durant la pandémie tandis que 160 millions de personnes ont basculé dans la pauvreté. Et, on n’en parle si peu, en deux années, dix-sept millions de personnes sont mortes dans le monde, victimes de ce virus incontrôlable.

Un tel bilan dévastateur était inconnu depuis la Seconde Guerre mondiale. Pendant ce temps, les ultras riches grossissaient encore et encore. Ces dernières années, le 1% des plus fortunés a accumulé vingt fois plus de richesses que n’en possède en tout, la moitié des plus pauvres de l’humanité. C’est inimaginable pour le commun des mortels. Quand une famille modeste, à la campagne comme à la ville, tire la langue pour finir le mois, les dix personnes les plus riches au monde dépensent chacune l’équivalent d’un million de dollars par jour. Elles ont accumulé tellement, qu’à ce rythme journalier, il leur faudrait 414 années de vie pour dépenser toute leur fortune.

Cela rend encore plus insupportable la bassesse vers laquelle est entraînée la campagne électorale actuelle. Pendant que l’extrême-droite appelle à faire la chasse à son prochain, les droites multiplient les propositions pour que ces riches deviennent toujours plus riches. Il ne faut plus laisser faire. Il est absolument indispensable que les progressistes et les humanistes sortent des pièges tendus en permanence pour détourner le débat public. Un jour, c’est la farce de la primaire populaire, le lendemain les campagnes de dénigrement sur l’état de « la gauche », le surlendemain les opérations de récupérations d’une réunion de policiers…Ces derniers sont aussi victimes des hausses des prix, du blocage des salaires des fonctionnaires, des compressions d’effectifs dans les services publics. Les droites et les médias à leur service ne leur parlent que pour installer un climat de guerre dans le pays.

Pendant ce temps-là, les profits des entreprises cotées en bourse sont astronomiques. Google, qui ne fait que piller ce que d’autres ont produit, engrange 76 milliards de profits. Le groupe Pfizer, qui fournit la majorité des vaccins contre le Covid-19 est à l’avant-garde des conglomérats qui agissent contre la levée des brevets.

Cela se comprend aisément. Ce groupe vend aux autorités publiques 17,20 € aux États-Unis et 19,50 € en Europe, le vaccin qui lui coûte 1€ à la production. Quant à Moderna, selon le Financial Times, elle vend son vaccin 22,60 €. Pour ces groupes, la pandémie c’est le jackpot ! Et, ils passent deux fois à la caisse. Une première fois en bénéficiant des crédits publics de soutien à production, de découvertes de chercheurs du public, et une seconde fois, grâce aux commandes publiques de leur production. En somme, quand vous êtes malade du Covid, vous améliorez la santé des actionnaires de Pfizer, de Moderna et compagnie. Le capitalisme a fait de la santé publique mondiale, une marchandise.

**Vieillissement contre 150 milliards pour la finance**

C’est la même logique avide et vénale qui produit le scandale ORPEA, des EHPAD et des maisons de retraites. Là encore, les pouvoirs successifs ont organisé la mainmise des groupes privés sur le grand âge et la dépendance. Faites l’expérience. Recherchez sur Internet des renseignements sur les maisons de retraite… Les premières informations qui s’afficheront sur vos écrans sont des publicités pour vous inciter à investir votre argent dans ces groupes privés qui gèrent des Établissements d’Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD). On ne vous parlera pas de conditions d’accueil, de qualité des soins, mais de placements « dans une résidence sénior pour un rendement financier de 5,4 % net d’impôt ».

Le message est clair : « investir sur la vieillesse » peut rapporter gros. Au point d’être aujourd’hui parmi les investissements en bourse les plus juteux. La fameuse « silver-économie » vise, selon le jargon des investisseurs, « à faire de la vieillesse un levier économique ». Autrement dit, le progrès de société que constitue l’allongement de la durée de la vie devient un moyen de grossir le portefeuille des financiers. Le vieillissement des personnes, après leur vie de travail, est devenu un marché financier évalué aux alentours de 150 milliards d’euros.

C’est ce magot qui aiguise l'appétit des puissances d’argent qui ont créé des groupes pour s’enrichir sur le dos des familles, des résidents et des personnels. Ainsi les actionnaires, du désormais tristement célèbre groupe ORPEA, sont logés dans un grand fonds canadien, le Canada Pension Plan (CPPIB), qui après avoir ramassé le butin, s’empresse de le cacher dans des paradis fiscaux pour échapper à l’impôt et donc au financement des biens communs. Par ailleurs, ce même fond gère le régime de retraite privé de 20 millions de Canadiens. On comprend ici, l’empressement des droites et de la droite macroniste à privatiser retraites et sécurité sociale. Le fondateur de CPPIB est devenu ainsi un milliardaire classé parmi les plus grandes fortunes de France selon le magazine Challenges.

Averti, le directeur général de ce groupe, qui décidait des réductions de la qualité des repas et des soins, a vendu une bonne part de ses actions, après avoir reçu le questionnaire de Victor Castanet, l’auteur des Fossoyeurs. Voyant le scandale arriver, il a vendu, les 27 et 28 juillet derniers, 7 500 titres ORPEA à 107,80 €. Ainsi, Il a engrangé en deux jours un pactole de 800 000 €. Depuis les révélations concernant son groupe, le cours de l’action depuis a perdu 65% de sa valeur. De leur côté, d’autres actionnaires comme Sycomore Asset Management ou la Banque Postale ont vendu leurs titres Orpéa il y a quelques jours. Une filiale de Natexis est en train de faire de même. Le groupe Peugeot, également actionnaire, s’interroge encore. Ainsi va la vie au royaume du capitalisme le plus sauvage. De son côté le groupe Korian, l’autre géant exploiteur de « l’or gris », a pour actionnaire le Crédit Agricole, la BNP ou la banque américaine JP Morgan.

**Il y a des responsables. Leurs adresses ? les ministères**

Mais si, après les révélations de nombreuses enquêtes journalistiques et la parution du livre Les Fossoyeurs, on se satisfaisait du changement de direction à la tête du groupe ORPEA et de sa convocation par le gouvernement, on se condamnerait à la poursuite d’un système impulsé et adoubé par des pouvoirs successifs au nom sans doute de « la liberté d’entreprendre » qui n’est que le cache-sexe de la liberté de tout exploiter.

Un certain nombre de dirigeants politiques et de membres du gouvernement peuvent bien s’offusquer. Ils sont responsables de ce système. Il porte un nom : capitalisme. Ne pas le désigner, ne pas en démonter les rouages conduits au fatalisme, à l’écrasement des idées de transformation progressiste et communiste. Le pouvoir et la droite font de la politique quand ils disent maintenant diligenter des enquêtes via les Agences Régionales de santé. Mais de quoi parlent-ils exactement quand les ARS ont pour mission de s’assurer de « l’amélioration des performances » et entretiennent avec les EHPAD « un dialogue de gestion ». Où est l’humain ? Où est la vie ? Où sont l’affectif et le simple respect là-dedans ? Nulle part. Il est donc indispensable de porter le fer dans la plaie pour porter une autre cohérence, un autre projet, une autre société.

Cette situation est le résultat de décisions politiques des pouvoirs successifs qui ont accordé des autorisations d’exercer à ces groupes, délivrées par les agences de santé, avec les soutiens complices de ministres et d’anciens ministres devenus « conseillers économiques ». En restreignant l’offre de lits, en délaissant les structures publiques, alors que la demande explose, l’État favorise l’augmentation permanente du prix d’entrée dans un EHPAD. Ces groupes privés se gavent à la source des aides publiques distribuées sans contrôle pour les missions de soins. Ainsi, ces établissements font payer à chaque pensionnaire, une fortune et touchent en sus des aides de l’État, des départements et des régions. Alors que le secteur public doit se financer auprès des banques, le secteur privé vend par avance ses chambres à des prix avoisinant 200 000 € à des particuliers ou des financiers qui bénéficient d’une réduction d’impôt grâce à un dispositif inventé sous la présidence de Mr Sarkosy. Ajoutons que ces structures privées bénéficient d’une réduction de cotisations sociales sur les salaires jusqu’à 1,4 smic ce qui constitue une distorsion de concurrence organisée contre le secteur public. Ajoutons les opérations où une même structure est revendue à des sociétés civiles immobilières propriétés du même groupe, pour améliorer la rentabilité favorable à la rémunération des actionnaires-propriétaires. Ce ne sont que de purs spéculateurs sans autres considérations, ni état d’âme.

 « L’économie de la vieillesse » n’a donc rien d’une activité humaniste pour permettre aux plus âgés de vivre bien leurs vieux jours grâce à des services et des soins. Elle s’insère dans ce système capitaliste, dans son stade de développement actuel, qui pousse au paroxysme la marchandisation de toutes les activités dont la santé et le grand âge, doublée de la financiarisation de l’économie. Le changement de direction du groupe français montre que le rapport de force évolue à la suite de ces révélations. Mais c’est le système qu’il faut changer.

**Un service public national de l’aide à l’autonomie.**

Les 2,5 millions de personnes qui vont dépasser les 75 ans prochainement ne doivent pas être considérées comme « des parts de marché » exploitables à merci par les fonds financiers et les banques. Ces personnes âgées et leur famille doivent pouvoir s’appuyer sur un service public national décentralisé de l’aide à l’autonomie. La grande vieillesse comme la santé, doivent échapper à la violente loi de l’accumulation du capital privé.

Cela appelle un nouveau projet humaniste avec la construction de maisons de retraite publiques ou associatives disposant de moyens public suffisants ; la création des centaines de milliers d’emplois qualifié dans les EHPAD pour tendre vers un soignant par résident, une centaine de milliers d’aides à domicile et un statut pour les « proches-aidants »; la construction de nouvelles structures publiques en lien avec les collectivités territoriales et la mise sous tutelle des EHPAD privés. Pour y parvenir, la Sécurité sociale doit être élargie et renforcée, afin qu’elle puisse prendre en charge les personnes qui en ont besoin, d’une loi grand âge maintes fois promise. C’est une autre cohérence de société qu’il est nécessaire d’engager. Non plus soutenir les rapaces, comme ORPEA, mais favoriser en toute chose l’intérêt général humain.

**Les rois du non-sens**

*Glané sur le net par* ***Yatahonga***



**Les humeurs de José Barros : Croissance à 7% ! Des murs pour l’Europe ?**

*Par* ***José Barros***

**Croissance de 7% !**

Ils nous annoncent comme une bonne nouvelle que la France a connu un taux de croissance du PIB de 7% cette année ! L'un des meilleurs au monde et le meilleur que la France connaisse depuis de nombreuses décennies ! La personne responsable de cette croissance, qu'aucun pays au monde ne peut égaler, ne peut être autre que l'actuel président de la République et sans doute un candidat au même poste et c'est donc une information très opportune !

Eh bien on dira que l'année dernière la même France a perdu 7,9% et cette année ils gagnent 7% ! Je ne sais pas comment faire ces comptes du PIB mais si vous gagnez 7 cette année et l'année dernière vous avez perdu 7.9... Je laisse à ceux qui savent faire ces comptes de faire les calculs aussi ! Personnellement, ce que je sais, c'est que l'année dernière, j'ai passé une très longue période de temps fermé à la maison, en quarantaine, et que je n'ai presque pas eu de temps pour sortir et faire du shopping. Et cette année j'ai réalisé que pendant que j'étais fermé chez moi les prix sont montés à des paramètres que personne ne peut atteindre mais je ne sais pas si une chose a à voir avec l'autre... Croissance du PIB de 7% ! Arrêtez-vous !

**De la Muraille de Chine à la Muraille Ze Mor**

Cette idée de murs ne date pas seulement du mur de Berlin. Cette idée des murs déjà avant notre ère, environ 220 ans avant, un illuminé de la civilisation chinoise de cette époque, Shi Huang Di, y pensait, à cette construction des murailles de Chine qui tiennent encore debout aujourd'hui !Cette idée de construire les murailles de Chine, était-ce déjà une idée pour empêcher l’émigration, qu'on ne appelait pas encore émigration, ou pour se protéger des envahisseurs, idée portée par la même phobie que certains idéologues d'extrême droite alimentent aujourd'hui encore ici en France, ou serait-ce par une mégalomanie de n'importe quel genre Shi Huang Di de réaliser des projets d'envergure ?

Ces murailles ont environ 6259 km de sections de murs en dur, 359 km de tranchées et 2 232 km de barrières défensives naturelles, telles que montagnes et rivières. Une autre enquête archéologique indique que la muraille entiere, avec toutes ses branches, mesure 21196 km. Maintenant aussi, ici en Europe, il y en a qui ont l'idée de construire un mur de protection autour de l'Europe !Cette idée a surtout pénétré l'imaginaire de Monsieur Zé Mor, candidat à la présidentielle de la République, préoccupé qu’il est par son obsession pour la sécurité et sa peur de l'invasion des immigrés ! Ce projet de mur pour encercler l'Europe pourrait s'assimiler, en kilomètres linéaires, à la longueur des murs de Chine.

J'espère que le mur soit en pierres de taille pour employer beaucoup d'immigrés et aussi portugais, qui sont des spécialistes en maçonnerie. Ainsi, si le projet avance, et se fait en pierres de taille, on se comprendra, monsieur Zé Mor, on se comprendra… Et pour le nom, je propose "Muraille Ze Mor". C'est un beau nom, les murs de Zé Mor !

**L’universalité concrète de la laïcité**

*Par* ***Pierre Hayat***

En prétendant enfermer chaque être humain dans une caractérisation ethnique ou religieuse, les communautarismes identitaires font obstacle à l’universalisme. Les menaces identitaires, qu’elles soient racistes, religieuses ou nationalistes, s’alimentent mutuellement, chaque identitaire trouvant dans l’autre de quoi avancer ses pions, au détriment de l’ensemble de la société. Mais les identitaires se nourrissent également du déni de leur réalité. Jamais une réalité maintes fois confirmée ne disparaît par la magie performative de son déni. Le présent déni des périls identitaires, ou de l’un d’entre eux, fait penser à un épisode de *La peste* de Camus, où, croyant illusoirement se protéger, on dédramatisait le mal, jusqu’au jour où il fallut le nommer et le combattre.

**La liberté de conscience, un principe universel**

Qu’en est-il de la laïcité ? À l’instar de l’idée républicaine et de l’idée démocratique, l’idée laïque comporte un élément d’universalisation et d’anticipation. La portée de ces idées excède infiniment le contexte historique de leur naissance. Elles ont une vocation universelle et considèrent le monde humain comme transformable par les hommes eux-mêmes. Ainsi en est-il de la liberté de conscience, fondement de la laïcité. Si la conscience est un fait intérieur qui n’a pas besoin d’institutions laïques pour exister, la liberté de conscience a besoin d’une volonté politique et sociale pour exister objectivement. Ce qui est vrai de la liberté de conscience l’est également des principes qui l’accompagnent. Il n’y aurait eu aucun progrès de la liberté politique et de la justice sociale ni d’aucun droit si des femmes et des hommes n’avaient pas voulu faire advenir une réalité qui n’existait pas avant eux, et s’ils n’avaient pas lutté pour elle.

**L’universalité émancipatrice de la laïcité**

En cela, la laïcité, comme toute théorie qui a pour enjeu la liberté et le droit, présume une abstraction émancipatrice. À l’École, par exemple, la laïcité incite à se mettre en retrait des croyances et des traditions pour permettre l’instruction et le libre rapport pédagogique, constructeurs de l’autonomie intellectuelle et personnelle de l’élève. Il s’agit de s’abstraire autant que possible des emprises et influences idéologiques. Sur le plan politique, la laïcité consiste à assurer l’universalité républicaine par la prévalence de la loi civile sur la loi religieuse. Il revient corrélativement à l’autorité publique de faire abstraction des croyances et des incroyances, garantissant à chacun l’égalité devant le droit commun et la libre expression de ses opinions.

Dans tous les cas, l’universalité laïque est soutenue par un parti pris rationnel. Que serait la liberté de conscience sans un usage éclairé de la raison qui permet de juger lucidement ? Que serait la liberté de conscience sans un usage éclairé de la raison qui permet de juger lucidement ? Sans les lumières de la raison, de sa puissance de recul critique vis-à-vis de soi et des idées reçues, la conscience risque l’enfermement fanatique, au lieu d’accompagner la conquête de l’autonomie intellectuelle et personnelle. À travers l’universalité laïque et la mise en avant de la rationalité critique, la laïcité fait vivre les libertés.

Cette exigence d’universalité et de rationalité aisément visible dans les champs politique et scolaire, doit-elle complètement s’arrêter aux portes de la société ? N’est-on pas fondé, par exemple, à attendre des communautés religieuses qu’elles usent dans les discussions publiques d’un langage ouvert à tous ? Au nom de la liberté de la foi religieuse, celles-ci peuvent effectivement se contenter d’un discours intelligible des seuls croyants et inaccessible aux autres. La communauté devient alors communautariste, repliée sur elle-même, emmurée dans l’entre soi de son propre vocabulaire, de ses propres codes et de ses propres interdits qui, de proche en proche, prétendront exercer leur emprise sur l’ensemble du corps social. C’est cela-même que la laïcité ne saurait accepter, sous peine d’être vouée à disparaître. L’universalité laïque ne saurait donc se réduire au seul champ de l’autorité publique. Elle est fondée à attendre que chaque groupe social traduise dans un langage universellement compréhensible ses prétentions et ses attentes. L’universalité laïque est fondée à attendre que chaque groupe social traduise dans un langage universellement compréhensible ses prétentions et ses attentes. En cela au moins, l’universalité laïque se concrétise.

**La laÏcité, arme du syndicalisme contre ses détournements**

Au-delà de cette attente minimale à l’adresse des groupes sociaux, l’universalité concrète de la laïcité désigne une tâche que la laïcité peut s’assigner à elle-même, dans l’action syndicale, par exemple. La fonction première du syndicalisme est en effet la défense et la promotion des intérêts et des droits de tous les travailleurs. La déclinaison syndicale de la laïcité est une abstraction positive et émancipatrice, puisqu’elle consiste à faire abstraction autant que possible des croyances et des incroyances des travailleurs pour faire prévaloir leur solidarité commune. Elle arme idéologiquement le syndicalisme pour qu’il ne se laisse pas instrumentaliser en se mettant au service des croyances et des croyants, au lieu de combattre l’exploitation du travail et la domination des travailleurs, quelles que soient leurs origines et leurs croyances.

Au sein-même de l’action syndicale, l’exigence laïque rend le syndicalisme à lui-même, en l’aidant à ne pas se détourner de ses objectifs essentiels. Si la laïcité encourage à la discrétion en matière religieuse, ce n’est pas pour nier la force des croyances religieuses, ni pour les combattre, mais pour construire un espace commun de liberté, d’égalité et de solidarité, par-delà les croyances et les incroyances. La laïcité peut assurément prendre en compte des particularités qui différencient les travailleurs entre eux, sans toutefois les reprendre à son compte, c’est-à-dire sans en faire l’objet de son action. Elle s’attache alors à intégrer ces différentes situations vécues en les orientant dans le sens de son projet émancipateur. La laïcité peut assurément prendre en compte des particularités qui différencient les travailleurs entre eux, sans toutefois les reprendre à son compte, c’est-à-dire sans en faire l’objet de son action. Elle s’attache alors à intégrer ces différentes situations vécues en les orientant dans le sens de son projet émancipateur.

On voit ainsi qu’à la différence d’une idée mathématique universellement valable en tous lieux et en tous temps, l’universalité laïque est une tâche historique à reconduire. Le droit de chaque être humain à disposer de sa liberté de conscience et celui de tout peuple à disposer de sa souveraineté sans être assujettis à une religion, ne sont ni donnés ni définitivement acquis. Ils sont à préserver ou à conquérir, à refonder et à réactiver sans cesse. Toutefois, l’universalité laïque reste au milieu du gué lorsqu’une assurance fautive l’amène à s’en tenir à des discours généraux sur la République et l’École. Elle est inopérante lorsqu’elle s’installe dans les seules hauteurs de son universalité principielle sans se laisser déranger par la réalité sociale concrète.

**L’abstraction liberticide des identitaires**

Comment alors l’universalité laïque se rend-elle concrète ? Pas plus que l’addition d’intérêts particuliers ne formera un intérêt général, la juxtaposition d’assignations identitaires, parfois présentée comme une « intersection de dominations », ne formera un universel concret. Qu’ils juxtaposent des particularismes ou qu’ils militent pour un seul particularisme, les communautarismes identitaires prélèvent sur une personne une, deux ou trois déterminations particulières – la couleur de peau, la religion, l’origine géographique, le sexe, la situation économique, *etc*. – pour décréter avoir défini cette personne.

Les communautarismes identitaires sont créateurs d’une abstraction liberticide car ils méconnaissent en chaque être humain sa possibilité d’excéder toute détermination particulière. Cette possibilité est pourtant au cœur de sa liberté et de sa dignité d’humain. L’addition de deux ou trois enfermements identitaires permet d’obtenir un enfermement identitaire sophistiqué, susceptible de tromper des bonnes volontés et d’assurer à des activistes intimidants de confortables rentes de situation. Mais elle ne produira aucune libération. Les communautarismes identitaires opposent à l’universel trois formes de refus. Dans leur version la plus violente, ils inventent le faux universel de leur propre expansion indéfinie par l’éradication illimitée de ceux qui les dérangent. Dans leur version intermédiaire, ils assimilent l’universel à une abstraction congénitalement illusoire – arme éternelle des dominants. Dans leur version douce, enfin, ils s’intéressent favorablement à l’universalité humaine, à condition qu’elle soit réelle et concrète.

**Ni différer ni conditionner les combats effectifs pour l’universalité humaine**

Mais si l’on attend qu’un idéal universel devienne réel pour se battre pour lui, on différera indéfiniment le moment de lutter pour son avènement dans l’histoire. L’universalité humaine ne prend sens que si elle est voulue inconditionnellement, comme impératif catégorique. À l’inverse, si on se borne à répéter le même principe universel en décidant méthodologiquement d’ignorer les expériences concrètes de vie, on s’enferme dans les hauteurs de l’idée par méconnaissance de la puissance dialectique et problématique de la rationalité. De là vient la nécessité de puiser dans la laïcité elle-même les ressources de son universalité concrète. Cette concrétisation est une construction historique toujours à réactiver.

**Présence de la laïcité**

Il convient ainsi d’apercevoir dans des formes déterminées d’actions, de comportements et de réalisations, ce qui a fait vivre et qui aujourd’hui fait vivre l’universalité laïque, dans les insuffisances et les défaillances. La laïcité est visible dans les Constitutions, les lois, les règlements et circulaires qui ont jalonné son histoire depuis la Révolution française, ainsi que dans des décisions de Justice. Il n’y a pas lieu ici d’en dresser l’inventaire. Mais elle est également perceptible dans les actions concrètes, où se reconnaît sa vocation émancipatrice contre les mainmises et les emprises, et pour la conquête solidaire de garanties de sécurités, de libertés et d’égalités, qui se dispensent d’une caution religieuse.

La laïcité est également perceptible dans les actions concrètes, où se reconnaît sa vocation émancipatrice contre les mainmises et les emprises, et pour la conquête solidaire de garanties de sécurités, de libertés et d’égalités, qui se dispensent d’une caution religieuse. Aujourd’hui, on se rassemble pour la justice climatique, les droits des femmes, les services publics et les protections sociales, les droits des «sans-droits», contre le racisme et l’antisémitisme, par-delà les convictions en matière religieuse des uns et des autres. Et, malgré les trahisons et les destructions, l’École offre aujourd’hui encore de beaux exemples d’instructions réussies qui défient fièrement les déterminismes socio-culturels et ethnico-religieux. Il en est de même du syndicalisme, de l’éducation populaire, de l’action associative, des organisations politiques, des travaux scientifiques et techniques, de la vie intellectuelle et culturelle, qui témoignent souvent, par leurs pratiques propres et dans leurs résultats modestes mais concrets, de cette exigence laïque de libres rassemblements égalitaires et solidaires.

Ainsi la laïcité est-elle reconnaissable là où s’accomplit volontairement, lucidement et collectivement, sans l’étai des religions, l’universalité humaine. Elle demeure pour cette raison inséparable de la revendication fondamentale de ce qu’on l’on nomme ordinairement le « droit de croire et de ne pas croire ». La laïcité n’a pas pour ennemis la religion ni l’athéisme mais le totalitarisme et le fanatisme, tous deux absolument réfractaires à la liberté de conscience. Cela signifie concrètement qu’on peut être religieux et laïque, religieux et antilaïque, athée et laïque, et athée et antilaïque.

*Paru dans ReSPUBLICA · Le journal de la gauche républicaine, laïque ...*

*https://www.gaucherepublicaine.org*

**Le Meilleur des iMondes**

*Par* ***Jacques-Robert Simon***

**7. Donald rencontre le père de Dick Pompeo**

Donald Bokanovsky avait bon espoir que sa fille Domitille arrive à entrer en contact avec Dick Pompeo, ‘Supreme Chief of the World’, une question de temps. Il eut le temps d’étudier le C.V. de ce grand homme qui n’apparaissait jamais dans les médias, comme ses semblables d’ailleurs. Les parents de Pompeo n’étaient pas d’origine modeste : psychanalyste pour lui, tenancière de maison close pour elle. Des études correctes, sans plus, à la Wisconsin State University. Pour payer les frais d’inscription de 30 000$, par ailleurs raisonnables, il travailla comme jockey malgré sa grande taille. Il se spécialisa dans le trop attelé. Le titre de son mémoire de fin d’étude est imprégné par sa culture familiale : ‘ Étude comparée de la libido des lycaons et des scouts.’ Célibataire. Aucune relation féminine stable connue. Ça ‘ça sent le MHCU\*’ se dit Donald. Pas alcoolique. Pas drogué. Pas de stagiaire agenouillée sous le bureau attentive à ses pulsions. Un bourreau de travail. Chaque dimanche il communiait à l’Église Saint Donald consacrée pour commémorer ce saint écossais et ses neuf filles dont trois de lui et les autres de sa femme seulement. Il donnait 3 dollars à la quête chaque dimanche en demandant un reçu afin d’être en règle concernant l’attestation de déduction d’impôts. Frugal, il ne mangeait qu’une fois par jour mais jamais des spécialités américaines (Big Mac, Fried Chicken…), ce qui lui valut de solides inimitiés parmi les gastronomes du cru. Il dut affirmer qu’il était allergique à l’huile de palme.

En consultant l’annuaire, Donald Bokanovsky s’aperçut que le père de Dick Pompeo était apparemment encore en activité. Il décrocha son téléphone :« Cabinet Pompeo… Que puis-je pour vous ? » « Bonjour Mademoiselle… » « Je vous arrête, vous n’avez pas à supputer une quelconque relation de ma personne avec un homme, une femme, voire un porc épic si vos fantasmes vous impliquent dans des ébats libidineux que la morale néo-évangélique réprouve du moins tant qu’on ne puisse pas la diffuser sur Youtube contre une modeste contribution» «Je mendie votre pardon, Lolotte ! »« Pourquoi Lolotte ? » « Je prie chaque jour Sainte Lolotte qui a libéré le Nébraska des anglais. » « God bless elle » «Je ne vous le fais pas dire.» « Mais vous voulez quoi exactement Bouboule. » « Un rendez-vous avec Maître Pompeo » «19 heures, samedi» « Impossible, je ne peux pas créer d’énergie ce jour là, je risque de passer pour un goy, après pour passer à la télévision je peux repasser. » « Dimanche 16h30, envoyez par courriel vos coordonnées. N’oubliez pas d’apporter du liquide pour payer la consultation. C’est pas intéressé, c’est thérapeutique. »

Le dimanche suivant, Donald frappait à une porte vétuste d’un quatrième étage sans ascenseur. « Bonjour Lolotte, je vous embrasse pas, y’a le corona qu’est dans le coin. » « Vous êtes trop jeune pour l’euthanasie virale… Pour voir Pépé, faudra attendre une petite demi-heure, il est en retard, son patient est bègue, rien que pour dire son nom il a mis presque un quart d’heure. Vous pouvez vous asseoir sur la caisse de bière au fond, faites gaffe aux toiles d’araignée. » Un peu plus tard Donald s’allongeait devant un sexagénaire dégarni, bedonnant, débraillé, auquel il manquait une dent, une incisive, ce qui le faisait chuinter. « Ch’e vous en prie, avez-vous eu envie de tuer votre père et d’engrosser votre mère. »« Non, jamais. » « Ch’est un désir inconscient, les plus prégnants, les plus structurants pour la libido. Je ne vous cache pas que ch’a va vous coûter une forte somme d’argent pour révéler au grand jour les pulsions cachées. Étant donné l’investissement que ch’a représente pour moi, il faut payer les séances d’avance, du moins un tiers, ch’a fait environ 13000 dollars américains, en liquide, il y a une banque au coin de la rue, faites attention aux marauds, ch’a pullule dans le quartier depuis qu’une cellule pour Bernie s’est installée en dépit d’une forte opposition des voisins. Vous savez ch’e que ch’est, la municipalité pour faire plaisir aux pauvres ne fait rien. C’est ch’a la démocratie : les pauvres votent et c’est l’anarchie. » « ??? »

« Non, ch’e ne prends pas la carte vitale ! Vous croyez qu’on est dans un pays de sauvages où l’on mange du cheval et où les femmes pratiquent la fornication sans faire de procès par après? La jungle quoi !! » « ??? » « Ch’e ne vous permets pas Monsieur de douter de la thérapie financière mise en place par notre maître, Sigmund, qui grâce à elle a permis de sortir de la misère une quantité considérable de psychanalystes. Sigmund Akbar !! » « ??? »
« Quoi ! Moi musulman ? Mais il insiste le freluquet… trois générations de sépharades et pas un type qui s’est marié avec une gentille, même très gentille. Monsieur, respectez des élus… au premier tour… Ch’e veux dire plus qu’en temps normal. » « Vous acceptez les Shekels ? Justement je reviens des territoires occupés par les arabes… en partie, en partie seulement, je vous rassure, le change 100$ pour 346 ILS… Shekalim… Si ! Ça existe… Je ne manquerais pas de respect à un circoncis… Elle rend bien la photographie de Bibi que vous avez accroché au dessus de votre bureau. Vous l’avez connu ? Ah oui, dans l’armée. Le service militaire c’est bien pour voyager. Évidemment 150km de long, c’est pas encore un raid, mais c’est déjà hasardous avec les bédouins qui traînent dans la région… Pardon ?… oui, je veux bien porter une kippa durant la séance… bien sûr… je vous la rendrai après. On commence ? »

*(à suivre)*

\* *Pour éviter des polémiques certains des acronymes sont indiqués en prenant la lettre qui suit, dans l’ordre alphabétique, l’acronyme réel.*

La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus*